

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Note	2024	2023	2024	2023
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 724	1 594	5 349	4 979
Charges d'exploitation	5	(1 117)	(958)	(3 288)	(3 022)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(30)	(28)	(87)	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels		(151)	(132)	(458)	(377)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(21)	(24)	(69)	(72)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	10	(11)	(60)	353
Bénéfice d'exploitation		415	441	1 387	1 774
Charges financières, montant net					
Charge d'intérêts, montant net	7	(21)	(32)	(97)	(121)
Autres (charges) produits financiers	7	(32)	117	(8)	(75)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		362	526	1 282	1 578
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(8)	(174)	45	815
(Charge) produit d'impôt	9	(77)	18	258	(397)
Bénéfice lié aux activités poursuivies		277	370	1 585	1 996
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		24	(3)	35	21
Bénéfice net		301	367	1 620	2 017
Bénéfice (perte) attribuable aux					
Actionnaires ordinaires		301	367	1 623	2 017
Participations ne donnant pas le contrôle		—	—	(3)	—
Résultat par action	10				
Résultat de base par action :					
Lié aux activités poursuivies		0,61 \$	0,81 \$	3,51 \$	4,27 \$
Lié aux activités abandonnées		0,06	(0,01)	0,08	0,05
Résultat de base par action		0,67 \$	0,80 \$	3,59 \$	4,32 \$
Résultat dilué par action :					
Lié aux activités poursuivies		0,61 \$	0,81 \$	3,51 \$	4,27 \$
Lié aux activités abandonnées		0,06	(0,01)	0,08	0,04
Résultat dilué par action		0,67 \$	0,80 \$	3,59 \$	4,31 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2024	2023	2024	2023
Bénéfice net		301	367	1 620	2 017
Autres éléments du résultat global :					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	(10)	22	32	(3)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		10	(22)	(23)	(2)
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		152	(124)	65	27
		152	(124)	74	22
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	12	(4)	(2)	5	4
Produit (charge) d'impôt lié à l'ajustement de juste valeur des actifs financiers		1	—	(1)	—
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		16	(58)	28	(43)
(Charge) produit d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(4)	15	(10)	11
		9	(45)	22	(28)
Autres éléments du résultat global		161	(169)	96	(6)
Résultat global		462	198	1 716	2 011
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		438	201	1 689	1 990
Activités abandonnées		24	(3)	35	21
Participations ne donnant pas le contrôle		—	—	(8)	—
Résultat global		462	198	1 716	2 011

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Note	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 731	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 011	1 122
Autres actifs financiers	12	54	66
Charges payées d'avance et autres actifs courants		394	435
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente		3 190	2 921
Actifs détenus en vue de la vente	11	168	—
Actifs courants		3 358	2 921
Immobilisations corporelles, montant net		430	447
Logiciels, montant net		1 430	1 236
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 165	3 165
Goodwill		7 342	6 719
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	277	2 030
Autres actifs financiers	12	380	444
Autres actifs non courants	13	623	618
Actifs d'impôt différé		1 426	1 104
Total de l'actif		18 431	18 684
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	1 036	372
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	1 063	1 114
Passifs d'impôt exigible		296	248
Produits différés		1 044	992
Autres passifs financiers	12	100	507
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		3 539	3 233
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	11	22	—
Passifs courants		3 561	3 233
Dette à long terme	12	1 847	2 905
Provisions et autres passifs non courants	15	670	692
Autres passifs financiers	12	243	237
Passifs d'impôt différé		237	553
Total du passif		6 558	7 620
Capitaux propres			
Capital-actions	16	3 462	3 405
Résultats non distribués		9 370	8 680
Cumul des autres éléments du résultat global		(959)	(1 021)
Total des capitaux propres		11 873	11 064
Total du passif et des capitaux propres		18 431	18 684

Éventualités (note 19)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	Note	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice lié aux activités poursuivies		277	370	1 585	1 996
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		30	28	87	87
Dotation aux amortissements des logiciels		151	132	458	377
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		21	24	69	72
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	8	174	(45)	(815)
(Profits) pertes nets à la cession d'entreprises et de placements		(1)	6	3	(341)
Impôt différé		8	(251)	(687)	(369)
Autres	17	56	(89)	173	188
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	206	257	252	417
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		756	651	1 895	1 612
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		—	23	(2)	24
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		756	674	1 893	1 636
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	18	(25)	(678)	(492)	(1 201)
Produit des cessions d'entreprises et de placements		33	—	29	418
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	—	1 517	1 854	5 393
Dépenses d'investissement		(149)	(145)	(446)	(412)
Autres activités d'investissement	8	—	14	6	82
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG et les cessions d'entreprises		(65)	(273)	(202)	(543)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(206)	435	749	3 737
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		—	—	—	(1)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(206)	435	749	3 736
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursements sur la dette	12	(242)	—	(290)	—
Remboursements aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	12	—	(1 214)	(139)	(443)
Paiements au titre du capital des contrats de location		(15)	(13)	(46)	(44)
Paiements au titre du remboursement de capital sur les actions ordinaires		—	—	—	(2 045)
Rachats d'actions ordinaires	16	—	—	(639)	(718)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)	(4)	(4)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(236)	(218)	(708)	(672)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	18	—	—	(384)	—
Autres activités de financement		2	(3)	3	2
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(492)	(1 449)	(2 207)	(3 924)
Écarts de conversion		3	(2)	(2)	(1)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		61	(342)	433	1 447
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		1 670	2 858	1 298	1 069
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		1 731	2 516	1 731	2 516
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette		(20)	(28)	(104)	(130)
Intérêts reçus		23	31	53	55
Impôt sur le résultat payé	17	(90)	(284)	(373)	(662)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle (voir la note 18)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 901	1 504	3 405	8 680	21	(1 042)	(1 021)	11 064	–	11 064
Bénéfice net	–	–	–	1 623	–	–	–	1 623	(3)	1 620
Autres éléments du résultat global	–	–	–	18	13	70	83	101	(5)	96
Résultat global	–	–	–	1 641	13	70	83	1 724	(8)	1 716
Participations ne donnant pas le contrôle à l'acquisition de filiales	–	–	–	–	–	–	–	–	388	388
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(4)	–	–	–	(4)	(380)	(384)
Virement du profit à la cession de participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence aux résultats non distribués	–	–	–	21	(21)	–	(21)	–	–	–
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	–	–	–	(4)	–	–	–	(4)	–	(4)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	–	–	–	(730)	–	–	–	(730)	–	(730)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	22	–	22	–	–	–	–	22	–	22
Rachats d'actions ordinaires (note 16)	(16)	–	(16)	(234)	–	–	–	(250)	–	(250)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	134	(83)	51	–	–	–	–	51	–	51
Solde au 30 septembre 2024	2 041	1 421	3 462	9 370	13	(972)	(959)	11 873	–	11 873

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	3 864	1 534	5 398	7 642	17	(1 172)	(1 155)	11 885	–	11 885
Bénéfice net	–	–	–	2 017	–	–	–	2 017	–	2 017
Autres éléments du résultat global	–	–	–	(32)	(1)	27	26	(6)	–	(6)
Résultat global	–	–	–	1 985	(1)	27	26	2 011	–	2 011
Remboursement de capital sur les actions ordinaires	(2 107)	60	(2 047)	–	–	–	–	(2 047)	–	(2 047)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	–	–	–	(4)	–	–	–	(4)	–	(4)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	–	–	–	(686)	–	–	–	(686)	–	(686)
Actions émises aux termes du RRD	14	–	14	–	–	–	–	14	–	14
Rachats d'actions ordinaires (note 16)	2	–	2	(2)	–	–	–	–	–	–
Régimes de rémunération fondée sur des actions	125	(104)	21	(2)	–	–	–	19	–	19
Solde au 30 septembre 2023	1 898	1 490	3 388	8 933	16	(1 145)	(1 129)	11 192	–	11 192

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits allient des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 4 novembre 2024.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que la société suive de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, qui sont présentés dans le rapport annuel 2023 de la société.

Dans les présents états financiers, le symbole « \$ » désigne le dollar américain, le symbole « \$ CA », le dollar canadien, le symbole « £ », la livre sterling et le code « SEK », la couronne suédoise.

Récentes prises de position comptables

IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères

En août 2023, l'IASB a modifié IAS 21 de manière à inclure des indications sur la manière de déterminer un taux de change pour convertir des transactions et des états financiers libellés ou présentés dans une monnaie qui ne peut être convertie en d'autres monnaies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. La société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence significative sur ses états financiers.

IFRS 18, États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplacera IAS 1, *Présentation des états financiers*, et entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. IFRS 18 modifiera la présentation des états financiers de la société et ajoutera de nouvelles obligations d'information à fournir. Plus précisément, la nouvelle norme exige ce qui suit :

- L'état consolidé du résultat net devra être structuré en fonction des catégories exploitation, investissement et financement, et inclure des totaux partiels additionnels correspondant au résultat d'exploitation et au résultat avant financement et impôt sur le résultat;

- Les mesures de performance définies par la direction, qui représentent certaines des mesures non conformes aux IFRS de la société, devront être identifiées et définies et une explication de leur utilité devra être fournie. Chaque mesure de performance définie par la direction devra faire l'objet d'un rapprochement avec le total partiel correspondant à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Toutes les informations fournies au sujet des mesures de performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés;
- Des indications plus exhaustives concernant le regroupement ou la ventilation de l'information financière liée aux montants présentés dans les états financiers devront être appliquées.

La société évalue actuellement l'incidence d'IFRS 18 sur ses informations à fournir.

Modifications d'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

Des modifications ont été publiées afin d'assurer la conformité de la présentation du tableau des flux de trésorerie préparé selon la méthode indirecte aux modifications devant être apportées à l'état du résultat net aux termes d'IFRS 18.

IFRS 18 et les modifications d'IAS 7 portent sur les informations à fournir et n'auront aucune incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7, Modifications au classement et à l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, *Instruments financiers*, et à IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications prévoient :

- un choix permettant la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés par le biais d'un système de paiement électronique avant la date de règlement réelle, si certaines conditions sont remplies;
- des informations supplémentaires à fournir sur a) les placements dans des instruments de capitaux propres et b) les passifs financiers qui présentent des caractéristiques non liées au risque qui se rattache à un prêt de base, comme l'atteinte de cibles de développement durable, qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie de ces passifs.

Les modifications s'appliquent aux périodes de déclaration ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers et les informations à fournir.

Décision relative au programme de travail de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») concernant l'information sectorielle

En juillet 2024, l'IASB a approuvé une décision relative au programme de travail de l'IFRIC qui précise les exigences d'information spécifiques énoncées dans IFRS 8, *Secteurs opérationnels*. La décision ne se rapporte qu'aux informations à fournir et n'a aucune incidence sur l'évaluation du résultat d'un secteur opérationnel. La société évalue actuellement l'incidence qu'aura cette décision sur ses états financiers annuels au 31 décembre 2024.

Les autres prises de position publiées par l'IASB et l'IFRIC ne s'appliquent pas à la société et n'ont aucune incidence pour elle.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Récurrents	721	661	390	349	170	160	167	158	—	—	(6)	(5)	1 442	1 323
Transactions	24	27	47	42	51	43	32	22	—	—	—	—	154	134
Publications mondiales	—	—	—	—	—	—	—	—	128	137	—	—	128	137
Total	745	688	437	391	221	203	199	180	128	137	(6)	(5)	1 724	1 594

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Récurrents	2 121	2 000	1 142	1 015	548	503	495	468	—	—	(18)	(17)	4 288	3 969
Transactions	72	107	244	203	251	211	119	81	—	—	—	—	686	602
Publications mondiales	—	—	—	—	—	—	—	—	375	408	—	—	375	408
Total	2 193	2 107	1 386	1 218	799	714	614	549	375	408	(18)	(17)	5 349	4 979

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
États-Unis	599	557	346	316	164	152	48	32	95	99	(6)	(5)	1 246	1 151
Canada (pays de résidence)	27	21	4	2	5	5	–	1	14	18	–	–	50	47
Autres	8	8	14	19	40	36	3	4	3	4	–	–	68	71
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	634	586	364	337	209	193	51	37	112	121	(6)	(5)	1 364	1 269
Royaume-Uni	69	69	34	30	6	5	105	102	10	9	–	–	224	215
Autres	10	6	26	12	1	1	30	28	1	1	–	–	68	48
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	79	75	60	42	7	6	135	130	11	10	–	–	292	263
Asie-Pacifique	32	27	13	12	5	4	13	13	5	6	–	–	68	62
Total	745	688	437	391	221	203	199	180	128	137	(6)	(5)	1 724	1 594

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
États-Unis	1 770	1 710	1 075	982	614	548	160	106	286	303	(18)	(17)	3 887	3 632
Canada (pays de résidence)	76	61	12	10	30	28	3	4	34	48	–	–	155	151
Autres	23	23	63	57	117	105	7	8	9	11	–	–	219	204
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	1 869	1 794	1 150	1 049	761	681	170	118	329	362	(18)	(17)	4 261	3 987
Royaume-Uni	202	199	105	88	20	18	317	307	26	25	–	–	670	637
Autres	31	31	89	42	4	1	89	85	4	4	–	–	217	163
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	233	230	194	130	24	19	406	392	30	29	–	–	887	800
Asie-Pacifique	91	83	42	39	14	14	38	39	16	17	–	–	201	192
Total	2 193	2 107	1 386	1 218	799	714	614	549	375	408	(18)	(17)	5 349	4 979

La société a révisé ses produits des activités ordinaires par emplacement géographique de 2023 afin de corriger des erreurs de classement non significatives, qui n'ont pas eu d'incidence sur le total des produits sectoriels ni sur le total des produits des activités ordinaires consolidés.

Note 3 : Information sectorielle

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle (IA) générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de gestion des processus conçues pour aider les clients à mettre en œuvre leur transformation numérique et à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux professionnels en fiscalité, en audit et en comptabilité des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux automatisés propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News

Le secteur Reuters News fournit aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier, des services de nouvelles économiques, financières et internationales par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events et des produits de Thomson Reuters; il fournit également de tels services aux professionnels des marchés financiers exclusivement par l'intermédiaire des produits du London Stock Exchange Group (« LSEG »).

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	745	688	2 193	2 107
Grandes sociétés	437	391	1 386	1 218
Fiscalité et comptabilité	221	203	799	714
Reuters News	199	180	614	549
Publications mondiales	128	137	375	408
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)	(18)	(17)
Produits des activités ordinaires	1 724	1 594	5 349	4 979
BALIA ajusté				
Professionnels du droit	334	338	1 003	1 001
Grandes sociétés	162	164	518	481
Fiscalité et comptabilité	59	64	331	302
Reuters News	40	37	151	111
Publications mondiales	43	55	133	158
Total du BALIA ajusté des secteurs à présenter	638	658	2 136	2 053
Charges liées au siège social	(29)	(26)	(75)	(82)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(2)	4	—	(14)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(30)	(28)	(87)	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels	(151)	(132)	(458)	(377)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(21)	(24)	(69)	(72)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	10	(11)	(60)	353
Bénéfice d'exploitation	415	441	1 387	1 774
Charge d'intérêts, montant net	(21)	(32)	(97)	(121)
Autres (charges) produits financiers	(32)	117	(8)	(75)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	(174)	45	815
(Charge) produit d'impôt	(77)	18	258	(397)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	277	370	1 585	1 996

1) Comprennent un montant de 2 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2024 et 2023, respectivement, et de 8 M\$ et 15 M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2024 et 2023, respectivement, au titre des produits différés acquis.

Les produits de Reuters News comprenaient un montant de 6 M\$ et de 5 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2024 et 2023, respectivement, et de 18 M\$ et 17 M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2024 et 2023, respectivement, se rapportant principalement aux services liés au contenu qu'il a fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-dessous et peuvent ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAlIA ajusté sectoriel

- Le BAlIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, au service à la clientèle, aux politiques commerciales, à la gestion des installations et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, les produits des activités ordinaires de la société d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Salaires, commissions et indemnités	612	541	1 783	1 693
Paiements fondés sur des actions	23	19	65	62
Avantages postérieurs à l'emploi	29	30	91	87
Total des frais de personnel	664	590	1 939	1 842
Biens et services ¹⁾	362	294	1 088	931
Contenu	72	61	212	194
Télécommunications	10	10	29	29
Installations	9	9	28	27
Ajustements de juste valeur ²⁾	—	(6)	(8)	(1)
Total des charges d'exploitation	1 117	958	3 288	3 022

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 10 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2024. Le montant net des autres pertes d'exploitation s'est établi à 60 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 et tiennent compte de la perte de valeur d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, qui reflète une baisse de la valeur de son avoir immobilier commercial, de coûts de transactions liées aux acquisitions et de coûts se rapportant à la provision liée aux questions juridiques.

Le montant net des autres pertes d'exploitation s'est établi à 11 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023. Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 353 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, montant qui inclut un profit de 347 M\$ à la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite de la société ainsi qu'un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), le principal actionnaire de la société.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers comme l'indique le tableau suivant.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Charge d'intérêts				
Dette	34	52	110	153
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	–	–	–	(1)
Autres, montant net ¹⁾	4	(7)	13	2
(Profits) pertes sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	(14)	22	25	(3)
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	14	(22)	(25)	3
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	38	45	123	154
Charge d'intérêts, montant net – contrats de location	3	3	10	7
Charge d'intérêts, montant net – régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	6	7	18	19
Produit d'intérêts	(26)	(23)	(54)	(59)
Charge d'intérêts, montant net	21	32	97	121

1) Les chiffres du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 tiennent compte de l'avantage lié à la déduction des intérêts courus de 12 M\$ associée à la reprise de provisions pour impôt (se reporter à la note 9).

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Pertes (profits) nets attribuables aux variations des cours de change	30	(49)	(1)	10
(Profits) pertes nettes sur instruments dérivés	–	(67)	2	68
Autres	2	(1)	7	(3)
Autres charges (produits) financiers	32	(117)	8	75

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Le montant net des (profits) pertes sur les instruments dérivés se rapporte à des contrats de change conçus pour réduire le risque de change sur une partie du placement indirect de la société dans LSEG, qui était libellé en livres sterling. En mai 2024, la société a réglé ses contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter aux notes 8 et 12).

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le tableau suivant présente les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière.

	30 septembre	31 décembre
	2024	2023
YPL ¹⁾	30	1 798
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	247	232
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	277	2 030

1) Le solde au 30 septembre 2024 représente les liquidités non distribuées provenant de la vente du reste des actions de LSEG.

En mai 2024, LSEG a accepté de modifier les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et le consortium de Blackstone et les entités de Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG. Les modifications permettaient à la société de vendre le reste des actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL ») au deuxième trimestre de 2024. YPL est une entité détenue conjointement par la société et le consortium de Blackstone (composé de Blackstone Group et de ses filiales et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone). La hausse des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète la participation minoritaire de la société dans certaines sociétés affiliées à Pagero, qui a été acquise en janvier 2024 (se reporter à la note 18).

La participation dans LSEG a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG étaient détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle la société exerçait une influence notable. Comme YPL ne détenait qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties avaient l'intention de vendre au fil du temps, et ne participait pas à l'exploitation de LSEG, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL a été comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement. La société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente d'actions de LSEG de mai 2024 (se reporter à la note 12).

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la société a vendu 16,0 millions d'actions de LSEG, dont 2,6 millions d'actions visées par des options d'achat, et en a tiré un produit brut de 1,9 G\$, dont une tranche de 24 M\$ reçue par suite du règlement de contrats de change et une tranche de 58 M\$ par suite du règlement, en 2024, des actions vendues en 2023. De ce montant, une tranche de 1,8 G\$ a été reçue sous forme de dividendes de YPL.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, la société a vendu 55,1 millions d'actions de LSEG qu'elle détenait indirectement et a touché un produit brut de 5,4 G\$, dont une tranche de 151 M\$ se rapportait au règlement de contrats de change. De ce montant, une tranche de 5,2 G\$ a été reçue sous forme de dividendes de YPL.

Ces montants ont été constatés comme une diminution de la valeur de la participation de la société (à l'exception des montants liés au règlement des contrats de change) et comptabilisés dans les activités d'investissement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

La quote-part de la société (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
YPL	–	(167)	68	828
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	(7)	(23)	(13)
Total de la quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	(174)	45	815

La quote-part de la société (de la perte) du bénéfice après impôt de sa participation dans YPL se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
(Diminution) augmentation du cours de l'action de LSEG	–	(111)	(86)	587
(Pertes) profits de change sur les actions de LSEG	–	(107)	(3)	165
Dividendes	–	13	6	58
Perte sur contrat à terme	–	–	–	(77)
(Perte) profit sur options d'achat	–	(1)	22	(1)
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	–	39	129	96
YPL – Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	(167)	68	828

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation du reste de l'incidence cumulative des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024 et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, au cours desquelles YPL était une entreprise associée significative pour la société. Au deuxième trimestre de 2024, la société a vendu le reste des actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par l'entremise de son placement dans YPL. Par conséquent, YPL n'était plus une entreprise associée significative de la société au 30 juin 2024.

	Semestre clos le 30 juin	Période de neuf mois close le 30 septembre
	2024	2023
Valeur de marché des actions de LSEG	(394)	1 850
Dividendes	32	154
Perte sur contrat à terme	–	(179)
Profit (perte) sur options d'achat	92	(4)
(Perte) bénéfice net	(270)	1 821
Résultat global	(270)	1 821

Se reporter à la note 20 pour en savoir davantage sur les transactions entre parties liées en lien avec YPL.

Note 9 : Imposition

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, (la charge) le produit d'impôt s'est respectivement élevé à (77) M\$ et à 258 M\$. Le montant net du produit d'impôt de la période de neuf mois rend compte d'un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à de nouvelles lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire la capacité de la société à déduire la charge d'intérêts de ses revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que la société s'attend maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, qu'elle n'avait pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En janvier 2024, la société a commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et en vigueur dans les principaux territoires où la société exerce ses activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, la société a comptabilisé des montants respectifs de 2 M\$ et de 9 M\$ en charge d'impôt complémentaire, attribuable aux bénéfices qu'elle a réalisés en Suisse.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, le produit d'impôt de 18 M\$ comprenait un produit d'impôt de 38 M\$ lié à la quote-part qui revient à la société de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et une charge d'impôt de 15 M\$ liée à d'autres produits financiers, principalement des profits sur les contrats de change se rapportant à la participation de la société dans LSEG. Le produit d'impôt du trimestre comprenait également des produits de 61 M\$ liés à la reprise de provisions pour impôt qui n'étaient plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, la charge d'impôt de 397 M\$ comprenait une charge d'impôt de 195 M\$ liée à la quote-part qui revient à la société du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et un produit d'impôt de 16 M\$ lié à d'autres charges financières. Le montant comptabilisé pour la période de neuf mois incluait aussi un profit de 61 M\$ lié à la reprise de provisions pour impôt, un montant de 24 M\$ se rapportant au règlement d'un contrôle fiscal ainsi qu'une charge de 78 M\$ au titre de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite.

En outre, le produit ou la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet, puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	301	367	1 623	2 017
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(4)	(4)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action	300	366	1 619	2 013
Moins (le bénéfice) la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(24)	3	(35)	(21)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	276	369	1 584	1 992

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	449 751 215	455 341 000	450 650 598	465 951 100
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	135 577	117 515	137 938	127 277
Nombre pour le résultat de base	449 886 792	455 458 515	450 788 536	466 078 377
Incidence des options sur actions et des UANRT	572 093	603 848	636 180	759 765
Nombre pour le résultat dilué	450 458 885	456 062 363	451 424 716	466 838 142

Note 11 : Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente comprennent l'entreprise FindLaw appartenant à la société (se reporter à la note 21). Les actifs et les passifs classés comme étant détenus en vue de la vente dans les états consolidés de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre
	2024
Créances clients et autres créances d'exploitation	20
Charges payées d'avance et autres actifs courants	24
Logiciels, montant net	21
Goodwill	85
Autres actifs	18
Total des actifs détenus en vue de la vente	168
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	20
Produits différés	2
Total des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	22

Note 12 : Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant détaille les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2024	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	343	1 388	—	—	1 731
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 011	—	—	—	1 011
Autres actifs financiers courants	7	5	—	42	54
Autres actifs financiers non courants	12	283	85	—	380
Dette courante	(1 036)	—	—	—	(1 036)
Dettes fournisseurs (note 14)	(196)	—	—	—	(196)
Charges à payer (note 14)	(723)	—	—	—	(723)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(78)	(22)	—	—	(100)
Dette à long terme	(1 847)	—	—	—	(1 847)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(210)	(33)	—	—	(243)
Total	(2 717)	1 621	85	42	(969)

31 décembre 2023	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	392	906	—	—	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 122	—	—	—	1 122
Autres actifs financiers courants	8	58	—	—	66
Autres actifs financiers non courants	18	263	98	65	444
Dette courante	(372)	—	—	—	(372)
Dettes fournisseurs (note 14)	(181)	—	—	—	(181)
Charges à payer (note 14)	(798)	—	—	—	(798)
Autres passifs financiers courants ^{1), 3)}	(463)	(44)	—	—	(507)
Dette à long terme	(2 905)	—	—	—	(2 905)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(227)	(10)	—	—	(237)
Total	(3 406)	1 173	98	65	(2 070)

1) Comprennent des obligations locatives de 59 M\$ (56 M\$ en 2023).

2) Comprennent des obligations locatives de 210 M\$ (209 M\$ en 2023).

3) Comprenaient un engagement d'un montant maximal de 400 M\$ lié au régime prédéfini établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 116 M\$ et de 100 M\$ au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. La société n'avait aucun papier commercial en cours au 30 septembre 2024 (130 M\$ au 31 décembre 2023).

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. Compte tenu des notations actuelles de la société, le coût d'emprunt aux termes de la convention de facilité de crédit est calculé en fonction du taux de financement à un jour garanti à terme (Term Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR »), du taux interbancaire offert en euros (Euro Interbank Offered Rate ou « EURIBOR ») ou du taux moyen au jour le jour de la livre sterling (Simple Sterling Overnight Index Average ou « SONIA »), majoré de 102,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établi le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, elle pourrait choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour chacun des trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2024, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,4 pour 1.

Contrats de change

La société avait précédemment conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son ancien placement indirect dans LSEG, qui était libellé en livres sterling. Ces instruments n'étaient pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. En mai 2024, la société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter à la note 8).

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 1,2 G£ (1,6 G\$) pour un produit net de 24 M\$ dans le cadre de la vente de 16,0 millions d'actions de LSEG.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 2,7 G£ (3,5 G\$) pour un produit net de 151 M\$ dans le cadre de la vente de 43,9 millions d'actions de LSEG.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, des pertes de 2 M\$ (pertes de 68 M\$ en 2023) ont été inscrites au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net (se reporter à la note 7) relativement à ces contrats de change par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation, ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dettes et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés connexes couvrant les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
30 septembre 2024				
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 036	(42)	1 024	(42)
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	—	492	—
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	—	99	—
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	—	360	—
Débetures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	397	—	424	—
Débetures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	493	—	531	—
Total	2 883	(42)	2 930	(42)
Partie courante	1 036	(42)		
Partie non courante	1 847	—		

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 décembre 2023				
Papier commercial	130	—	130	—
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 060	(65)	1 026	(65)
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	242	—	239	—
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	—	482	—
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	—	95	—
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	—	346	—
Débetures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	—	415	—
Débetures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	—	519	—
Total	3 277	(65)	3 252	(65)
Partie courante	372	—		
Partie non courante	2 905	(65)		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

En septembre 2024, la société a remboursé l'encours de 242 M\$ de ses billets à 3,85 % de 450 M\$ à même la trésorerie disponible à leur échéance.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2024		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs					
Comptes du marché monétaire		–	1 388	–	1 388
Autres créances ¹⁾		–	–	288	288
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		–	1 388	288	1 676
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾		1	–	84	85
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾		–	42	–	42
Total des actifs		1	1 430	372	1 803
Passifs					
Contrepartie éventuelle ⁴⁾		–	–	(55)	(55)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		–	–	(55)	(55)
Total des passifs		–	–	(55)	(55)
31 décembre 2023					
Actifs					
Comptes du marché monétaire		–	906	–	906
Autres créances ¹⁾		–	–	263	263
Contrats de change ⁵⁾		–	58	–	58
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		–	964	263	1 227
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾		33	–	65	98
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾		–	65	–	65
Total des actifs		33	1 029	328	1 390
Passifs					
Contrats de change ⁵⁾		–	(32)	–	(32)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾		–	–	(22)	(22)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		–	(32)	(22)	(54)
Total des passifs		–	(32)	(22)	(54)

1) Créances aux termes des ententes d'indemnisation (se reporter à la note 19).

2) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

3) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

4) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu par contrat au moment de l'acquisition et à l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale.

5) Se rapportent à la gestion du risque de change à l'égard d'une partie de l'ancien placement indirect de la société dans LSEG.

Les créances aux termes d'ententes d'indemnisation relèvent du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. L'augmentation des créances entre le 31 décembre 2023 et le 30 septembre 2024 découle principalement des profits liés à la juste valeur en fonction des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties aux ententes d'indemnisation et des profits de change nets, qui sont inscrits dans le bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, à l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- La juste valeur des placements reflète les prix cotés sur un marché et des cours liés aux rondes de financement par actions, le cas échéant;
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables;
- La juste valeur des autres créances tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution;
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs ou l'atteinte de certains jalons commerciaux.

Note 13 : Autres actifs non courants

	30 septembre 2024	31 décembre 2023
Excédents nets des régimes à prestations définies	51	45
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	368	354
Commissions différées	81	108
Autres actifs non courants ¹⁾	123	111
Total des autres actifs non courants	623	618

1) Comprennent un impôt à recevoir de la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») de 95 M\$ au 30 septembre 2024 et de 91 M\$ au 31 décembre 2023 (se reporter à la note 19).

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 septembre 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs	196	181
Charges à payer	723	798
Provisions	95	92
Autres passifs courants	49	43
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 063	1 114

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	30 septembre 2024	31 décembre 2023
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	509	535
Rémunération et intéressement du personnel différés	76	74
Provisions	68	71
Autres passifs non courants	17	12
Total des provisions et autres passifs non courants	670	692

Note 16 : Capital-actions

Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)

À l'occasion, la société rachète des actions (et les annule ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. Le 1^{er} novembre 2023, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires. En mai 2024, la société a exécuté le rachat.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	639	718
Nombre d'actions rachetées (en millions)	4,1	6,0
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	156,92 \$	120,10 \$

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que la société a versés sur ses actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,54 \$	0,49 \$	1,62 \$	1,47 \$
Dividendes déclarés	243	224	730	686
Dividendes réinvestis	(7)	(6)	(22)	(14)
Dividendes versés	236	218	708	672

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Autres » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	38	31	108	106
Pertes (profits) nets de change et sur instruments financiers dérivés	31	(117)	6	76
Ajustements de juste valeur (note 5)	–	(6)	(8)	(1)
Autres	(13)	3	67	7
	56	(89)	173	188

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Créances clients et autres créances d'exploitation	68	18	112	49
Charges payées d'avance et autres actifs courants	47	22	36	56
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	39	21	(148)	(328)
Produits différés	7	(23)	27	29
Impôt sur le résultat ¹⁾	44	222	258	648
Autres	1	(3)	(33)	(37)
	206	257	252	417

1) Les résultats des périodes tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau suivant détaille les composantes de l'impôt payé.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(25)	(11)	(171)	(118)
Activités d'investissement – activités poursuivies	(65)	(273)	(202)	(543)
Activités d'investissement – activités abandonnées	–	–	–	(1)
Total de l'impôt payé	(90)	(284)	(373)	(662)

Note 18 : Acquisitions

Les acquisitions ont visé l'achat de la totalité des participations des entreprises acquises. Les acquisitions sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition. Les acquisitions comprennent également les placements dans des entités dans lesquelles la société ne détient pas une participation donnant le contrôle ainsi que l'acquisition d'actifs.

Activités d'acquisition

Le tableau suivant présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie connexe pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023.

Nombre de transactions	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Entreprises acquises	1	2	3	3
Participations dans des entreprises	2	–	6	5
Acquisitions d'actifs	–	–	1	–
	3	2	10	8

Contrepartie totale	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Entreprises acquises	7	707	457	1 220
Moins la trésorerie acquise	–	(10)	(12)	(35)
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	7	697	445	1 185
Participations dans des entreprises ¹⁾	15	(24)	24	11
Acquisitions d'actifs	–	–	15	–
Paiements au titre des contreparties différées et éventuelles	3	5	8	5
	25	678	492	1 201

1) Les chiffres du trimestre clos le 30 septembre 2023 rendent compte du reclassement de la participation initiale de la société dans Casetext, Inc., qui a été acquise en août 2023 et est comprise dans les montants relatifs aux entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie, présentés ci-dessus.

Le tableau suivant décrit brièvement les acquisitions les plus importantes réalisées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2024 et 2023.

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Janvier 2024	Pagero Group AB (publ) (« Pagero »)	Grandes sociétés	Entreprise qui est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, qu'elle fournit par l'entremise de son réseau Smart Business Network
Janvier 2024	World Business Media Limited	Reuters News	Fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités
Août 2023	Casetext, Inc.	Professionnels du droit	Entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement
Juillet 2023	Imagen Ltd	Reuters News	Entreprise de gestion d'actifs médiatiques
Janvier 2023	SurePrep LLC	Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité	Fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale

Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

	30 septembre 2024		
	Pagero	Autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2	12
Créances clients	22	3	25
Charges payées d'avance et autres actifs courants	6	–	6
Actifs courants	38	5	43
Immobilisations corporelles	9	–	9
Logiciels	254	–	254
Autres immobilisations incorporelles identifiables	30	19	49
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	45	–	45
Autres actifs non courants	5	–	5
Total de l'actif	381	24	405
Dettes d'exploitation et charges à payer	(40)	(1)	(41)
Passif d'impôt exigible	(5)	(1)	(6)
Produits différés	(14)	(5)	(19)
Autres passifs financiers	(2)	(6)	(8)
Passifs courants	(61)	(13)	(74)
Dette à long terme	(48)	–	(48)
Provisions et autres passifs non courants	(3)	–	(3)
Autres passifs financiers	(14)	(24)	(38)
Passifs d'impôt différé	(29)	(5)	(34)
Total du passif	(155)	(42)	(197)
Actifs nets acquis	226	(18)	208
Goodwill	571	66	637
Participations ne donnant pas le contrôle	(388)	–	(388)
Total	409	48	457
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	399	46	445

	30 septembre			
	2023			
	SurePrep LLC	Casetext, Inc.	Autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25	8	2	35
Créances clients	8	1	2	11
Charges payées d'avance et autres actifs courants	3	3	–	6
Actifs courants	36	12	4	52
Immobilisations corporelles	2	–	–	2
Logiciels	180	185	8	373
Autres immobilisations incorporelles identifiables	13	17	7	37
Autres actifs non courants	1	–	–	1
Total de l'actif	232	214	19	465
Dettes d'exploitation et charges à payer	(5)	(3)	(5)	(13)
Produits différés	(47)	(5)	(2)	(54)
Passifs courants	(52)	(8)	(7)	(67)
Provisions et autres passifs non courants	(1)	–	(1)	(2)
Impôt différé	(9)	(38)	(4)	(51)
Total du passif	(62)	(46)	(12)	(120)
Actifs nets acquis	170	168	7	345
Goodwill	343	490	42	875
Total	513	658	49	1 220
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	488	650	47	1 185

L'excédent du prix d'acquisition sur les actifs nets acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre des acquisitions. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2024 et 2023 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2024, la société a comptabilisé des ajustements liés à l'acquisition de Pagero, qui ont eu une incidence sur les logiciels, les autres immobilisations incorporelles identifiables, le goodwill, les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs.

Pagero

En janvier 2024, la société a fait l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Pagero dans le cadre d'une offre publique de rachat. Par la suite, la société a acheté la participation restante auprès d'actionnaires minoritaires afin de porter à 100 % sa participation dans Pagero.

La participation ne donnant pas le contrôle a été évaluée à la juste valeur, selon le prix de rachat de 50 SEK par action, à la date de l'acquisition et comptabilisée dans les capitaux propres. Après la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée en fonction de sa quote-part des variations des capitaux propres. Après que la société a obtenu le contrôle de Pagero, les rachats du reste des actions effectués auprès des détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle ont réduit les capitaux propres et ont été présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 19 : Éventualités

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition produits par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société n'estime pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que la société est d'avis que sa position est justifiée par la loi, elle compte la défendre vigoureusement et continuera de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

La société ne pense pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur sa situation financière dans son ensemble. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, elle a comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers.

Garanties

La société détient une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 20 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2024, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge, détenait en propriété réelle environ 70 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec YPL

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la société a reçu des dividendes d'un montant de 1,8 G\$ de YPL liés à la vente des actions restantes de LSEG détenues indirectement par la société. Se reporter à la note 8 pour un complément d'information sur ces transactions.

Transactions avec 3XSQ Associates

La participation de la société dans 3XSQ Associates est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, la société a versé un montant de 10 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds. La société a également payé un loyer d'environ 3 M\$ à 3XSQ Associates pour des locaux de bureau dans l'immeuble.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2024. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 32 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2023 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Note 21 : Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition

Le 22 octobre 2024, la société a annoncé l'acquisition de Materia, une entreprise en démarrage aux États-Unis qui se spécialise dans l'élaboration d'un assistant IA agentique à l'intention des professionnels de la fiscalité, de l'audit et de la comptabilité. La société procède actuellement à la répartition de la contrepartie d'acquisition entre les actifs acquis et les passifs pris en charge à des fins comptables.

Entente de vente

Le 3 octobre 2024, la société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de son entreprise FindLaw. FindLaw exploite un répertoire de services juridiques en ligne et fournit des services de création et d'hébergement de site Web, des solutions de marketing à l'intention des cabinets d'avocats et des services d'évaluation par les pairs. La clôture de la vente, qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de 2024, est assujettie à l'obtention des approbations d'ordre réglementaire et aux autres conditions usuelles de clôture. La société prévoit comptabiliser un profit sur cette transaction.